

Perspectives 2007-2008. PECO : l'euro s'éloigne

Marion Cochard

▶ **To cite this version:**

Marion Cochard. Perspectives 2007-2008. PECO : l'euro s'éloigne. Revue de l'OFCE, 2007, 101, pp.114-115. hal-01021549

HAL Id: hal-01021549
https://sciencespo.hal.science/hal-01021549

Submitted on 9 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Marion Cochard

PECO : l'euro s'éloigne

Après un léger ralentissement en 2005, les Nouveaux pays membres (NPM) * ont vu leur croissance accélérer à nouveau en 2006 (avec une croissance du PIB qui devrait dépasser les 6 %), et ce en dépit des remous politiques dans les principaux pays. L'économie russe continue quant à elle à bénéficier du haut niveau du prix des matières premières qui dynamise la consommation.

Nouveaux pays membres : le risque systémique s'éloigne

À l'exception de la Hongrie, la croissance est restée très soutenue en 2006 dans tous les NPM, dont les indicateurs conjoncturels affichent tous des niveaux record en janvier 2007. En Pologne, Slovaquie et République tchèque, la demande intérieure a pris le relais du commerce extérieur comme soutien à la croissance. En République tchèque, des flux d'IDE exceptionnels sont venus stimuler l'investissement. La croissance a alimenté la baisse du chômage à l'œuvre dans la plupart des NPM, qui ont ainsi vu les revenus augmenter en 2006. Ces hausses de revenus devraient continuer à tirer la consommation des ménages dans les deux années à venir tandis que le commerce extérieur demeurera dynamique, malgré un léger infléchissement. En effet, l'accélération de la demande mondiale, tirée en particulier par le redémarrage allemand, devrait être en partie compensée par l'appréciation récente de la plupart des taux de change de la zone.

Si le risque d'inflation semble désormais écarté dans la zone (à l'exception de la Hongrie), la nomination d'un nouveau gouverneur à la tête de la Banque centrale polonaise laisse toutefois entrevoir la possibilité d'une politique

Prévisions de croissance dans l'ensemble de l'ex-bloc de l'Est

Variations par rapport à la période précédente, en %

Croissance du PIB	Poids	2005	2006	2007	2008
Nouveaux pays de l'UE	35,8	4,7	6,1	5,5	5,1
Pologne	*13,5*	*3,5*	*5,6*	*5,3*	*5,0*
République tchèque	*5,6*	*6,1*	*6,0*	*5,6*	*5,2*
Hongrie	*4,7*	*4,1*	*4,0*	*2,6*	*3,4*
Autre Europe centrale	1,3	4,3	4,6	4,3	4,2
Russie	45,4	6,4	6,7	6,4	5,2
Autres CEI[1]	17,5	6,4	9,2	8,0	7,2
Total	100	5,9	6,9	6,3	5,5
Demande adressée	NPM	7,3	11,1	8,2	7,6
	CEI	10,9	14,7	13,4	11,5
Exportations	NPM	15,0	8,3	9,1	6,2
	CEI	5,7	7,9	9,6	8,2

1. Communauté des états indépendants.
Sources : Comptes nationaux, prévision OFCE avril 2007.

* Nouveaux pays membres : Pologne, République tchèque, Hongrie, Slovaquie, Lituanie, Lettonie, Estonie, Roumanie et Bulgarie.

monétaire polonaise moins rigoureuse que par le passé et suscite quelques inquiétudes, comme en témoigne la dépréciation du zloty depuis fin 2006.

Si la Hongrie reste le pays le plus vulnérable de la zone, le risque de crise de change systémique semble s'être éloigné grâce à une reprise des marchés financiers et un resserrement monétaire qui a permis au pays d'éviter la crise de change. Le pays souffre de déséquilibres macroéconomiques persistants, avec un déficit public qui devrait en effet approcher des 10 % du PIB en 2006 et un déficit courant à 7,5 % du PIB. Le gouvernement hongrois devrait donc mettre en place à partir de 2007 les réformes structurelles qu'il s'était engagé à mener lors de l'entrée dans l'Union européenne (UE). Après une année 2006 déjà moins dynamique que dans le reste de la zone, la croissance hongroise sera marquée en 2007 par d'importantes mesures d'austérité budgétaires (hausse de la TVA et des prix de l'énergie) qui pèsent déjà sur la consommation. La Hongrie demeure par ailleurs vulnérable à d'éventuels retournements de flux de capitaux qui financent la moitié du déficit courant. A la suite de ces mesures, l'inflation hongroise devrait connaître un rebond et atteindre 7 % en moyenne annuelle en 2007, avant de retrouver un rythme de 3,5 % en 2008.

L'année 2007 est par ailleurs marquée par l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'UE et l'entrée de la Slovénie dans la zone euro. Les deux premiers pays présentent des caractéristiques proches de celles des anciens adhérents lors de leur entrée dans l'UE, avec des croissances très fortes, tirées en partie par le dynamisme des IDE, et des déséquilibres des balances courantes importants. Par ailleurs, seule la Slovaquie affiche encore sa volonté d'adopter l'euro à la date initialement prévue, en 2009, tandis que les huit autres pays de la zone ont aujourd'hui abandonné leur date cible d'entrée dans la zone euro.

Russie : jusqu'ici tout va bien…

La hausse continue des prix du pétrole et du gaz au cours des trois premiers trimestres 2006 a permis un assainissement radical de l'économie russe, qui souffrait de l'appréciation continue du rouble. Les ressources naturelles représentant environ 25 % du PIB russe, l'afflux de revenus pétroliers a permis l'amélioration de l'excédent courant (qui dépasserait 12 % du PIB en 2006) et la réduction de la dette publique de 90 % à moins de 10 % du PIB en l'espace de sept ans grâce aux importantes recettes fiscales. Outre l'assainissement financier du pays, l'afflux de devises a conduit à de très fortes hausses de la consommation et de l'investissement qui ont tiré la croissance à 6,7 % en 2006. Cette forte hausse de la demande interne, à plus de 10 % en moyenne annuelle, a conduit à une explosion des imports de près de 30 %. La consolidation des fondamentaux macroéconomiques russes au cours de l'année 2006 ainsi que nos prévisions en légère hausse du prix des matières premières nous conduisent à revoir nos prévisions à la hausse, avec une croissance à 6,4 et 5,2 % en 2007 et 2008. Mais à plus long terme, face au vieillissement démographique annoncé, passer d'une économie de rente à une économie de production sera difficile et nécessitera d'importantes réformes institutionnelles et en matière d'innovation afin de permettre la renaissance de l'industrie russe.